



L'actualité professionnelle du secteur de l'environnement

erts Le blog des experts Le blog des experts Le blog des experts Le blog

Des données vertes pour la planète

Ces dernières années, la technologie a ouvert les possibilités en matière d'acquisition de données. Comment les mettre aujourd'hui au service de la transition écologique ? La Fabrique écologique y répond dans une note que nous présente Odile Ambry, présidente du groupe de travail "Données".



Odile Ambry
présidente du groupe de travail "Données" à La Fabrique écologique.

Scandale après scandale, le recueil et le traitement des données est sous les projecteurs de l'actualité. Mais il y a un domaine où il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est bien la transition écologique.

Ces deux mondes auraient dû se rencontrer il y a des années, à la fin du siècle précédent. Celui des technologies et celui de l'écologie. C'est faute de passerelles que des questions aussi urgentes et primordiales se posent aujourd'hui. Comment mettre les données (leur récolte, leur traitement) au service de la transition écologique ?

Des espaces de dialogue à créer

Tout d'abord, en faisant se parler, se rencontrer ces deux mondes afin de définir ensemble ce qui, dans les data posent de vrais problèmes écologiques et ce qui, en terme de transition écologique, peut trouver les mesures adéquates pour encourager et peser sur les actions. Il existe en effet un paradoxe entre l'ampleur des défis auxquels est confronté notre monde et le manque de cohérence et surtout de gouvernance pour capitaliser sur les expérimentations et réalisations basées sur les données écologiques. Cela rend plus que jamais indispensable une action concertée, collaborative et intégrée.

Plusieurs initiatives récentes ont vu le jour afin de créer ces espaces de dialogue et de

concertation. A l'échelle nationale ou européenne, des programmes se mettent en place ; mais c'est à l'échelle locale que foisonnent les idées et projets. Notamment au sein des "smart cities", ces villes dites intelligentes où se retrouvent autour d'une même table de réunion des élus, des associations, des start-ups et d'autres structures publiques ou parapubliques pour imaginer ensemble de nouvelles formes de mobilité, de consommation d'énergie, de bâtiments communicants, etc. Des efforts se font pour aller au-delà du jargon technique, des contraintes historiques et/ou réglementaires. Le terme de ville intelligente ne signifie pas seulement de meilleures mesures ; il signifie surtout une concertation plus citoyenne, où l'on casse les silos convenus pour créer des modes plus collaboratifs : ce que l'on appelle couramment la co-construction. C'est là que les données sont utiles - si l'impulsion première est la réflexion (et l'action) collaborative.

Mesurer pour comprendre et pour agir

Mettre les données au service de la transition énergétique se passe sur plusieurs plans. La collecte tout d'abord qui s'effectue grâce à des modes de captation de plus en plus diversifiées (de la caméra de surveillance au capteur météorologique, en passant par le drone et le téléphone portable). Ces capteurs ne sont pas neutres du point de vue de l'environnement et il importe de ne pas les multiplier à l'envie. Parmi les modes de collecte, le *crowd sourcing* est en vogue car il revient à demander aux citoyens de mettre à disposition leurs capteurs, téléphone et tablette, mais aussi objets connectés (bracelet par exemple ou appareils ménagers) pour donner des mesures en temps réels et créer ainsi des cartographies de phénomènes (pollution sonore ou lumineuse par exemple).

Plusieurs grands projets (eau, forêt) ont vu le jour ces dernières années, plusieurs à l'échelle de la planète. La collecte et le recueil de données à vocation écologique va se poursuivre à une échelle de plus en plus importante : les chiffres donnent le vertige. Ce qui importe est leur traitement. Comme le dit le professeur Andreas Weigend - et cette citation s'applique bien au monde des décideurs confrontés aux données : "*commencez avec le problème, pas avec la donnée*" (*Start with the problem, not the data*). Les données sont "neutres", elles ne font pas de politique, elles ne servent aucun parti, aucune cause particulière. Il revient aux décideurs de leur "demander" les informations nécessaires et, à l'heure du big data, de consulter directement ou indirectement les citoyens. Plusieurs villes en Europe ont opté pour ce parti-pris, notamment la commune de Gand, en Belgique. Plutôt que de tendre vers une prise de décision dictée par la donnée, la ville de Gand prône la prise de décision augmentée, l'exploitation des données en associant les citoyens : "*Il n'y a pas de ville intelligente, il n'y a que des citoyens intelligents*".

Complexité

La question des données écologiques est complexe car elle se situe aux confins de la technique/technicité et du juridique. Entre les lois et règlements qui relèvent du technologique et ceux qui recouvrent les champs de l'écologie, il devient difficile pour

qui veut être "conforme" de s'y retrouver. Par ailleurs, le sujet est nouveau, transverse et en constante évolution ; il se prête mal au processus législatif. Comme souvent dans le domaine des technologies, la régulation est préférée à la loi. Pour autant, une harmonisation réglementaire s'avère urgente pour à la fois inciter et rassurer les parties prenantes (entreprises, collectivités et société civile). Car les lois et règlements qui régissent la donnée écologique sont nombreux et parfois contradictoires, notamment quand il s'agit de l'ouverture des données ; ce que l'on appelle "open data". Le fait d'ouvrir son réservoir de données est déjà une obligation pour un certain nombre de structures mais beaucoup l'ignorent ou refusent de le faire. Les données récoltées sont souvent de mauvaise qualité, sous des formats qui sont incompatibles entre eux et donc faiblement exploitées.

Enfin, le haut niveau de complexité des enjeux du big data peut rebuter des décideurs qui, face à des propositions émanant souvent d'entreprises technologiques qui leur promettent l'eldorado écologique, sont réticents à les accepter ou à les mettre en œuvre. Dans le cas des collectivités locales ou des organismes parapublics (logement social, par exemple), il devient nécessaire d'acquérir des compétences – internes ou externes – pour constituer ces équipes pluri-disciplinaires : soutien indispensable à des prises de décision et des actions en faveur de la transition énergétique. Quelques villes pilotes en France, dont la ville de Rennes qui a pris le virage de l'open data il y a plus de 10 ans, ont ouvert leurs données, construit des partenariats innovants au bénéfice de la transition écologique – et citoyenne.

S'il est maintenant entendu qu'il n'y a pas de solution technologique à des problèmes politiques, il n'en faut pas moins se saisir de la *data* comme un outil de mesure et de quantification du local au global. Il faut surtout construire des projets transversaux, collaboratifs et innovants pour que la transition écologique soit au centre des actions menées, et non à la marge. Face à une double transition, technologique et écologique, les deux communautés, aussi diverses soient-elles, doivent installer des lieux de communication et d'action communs – vite !

Avis d'expert proposé par Odile Ambry, présidente du groupe de travail "Données" à la Fabrique Ecologique

Article publié le 30 mars 2018

Vidéo sur le même thème



[Smart building : un bâtiment intelligent et qui nous parle! Les NTIC entrent à l'intérieur des bâtiments et les rendent plus intelligents. Mais sauront-ils pour autant communiquer ? Interopérabilité des systèmes, échange des flux, ce sont là les ingrédients clés pour faire du smart building une des briques de la ville intelligente. Mais en est-on déjà là ? - 18/04/2016](#)

Actu-Environnement

© 2003 - 2018 COGITERRA - ISSN N°2107-6677

Actu-Environnement adhère au Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC).